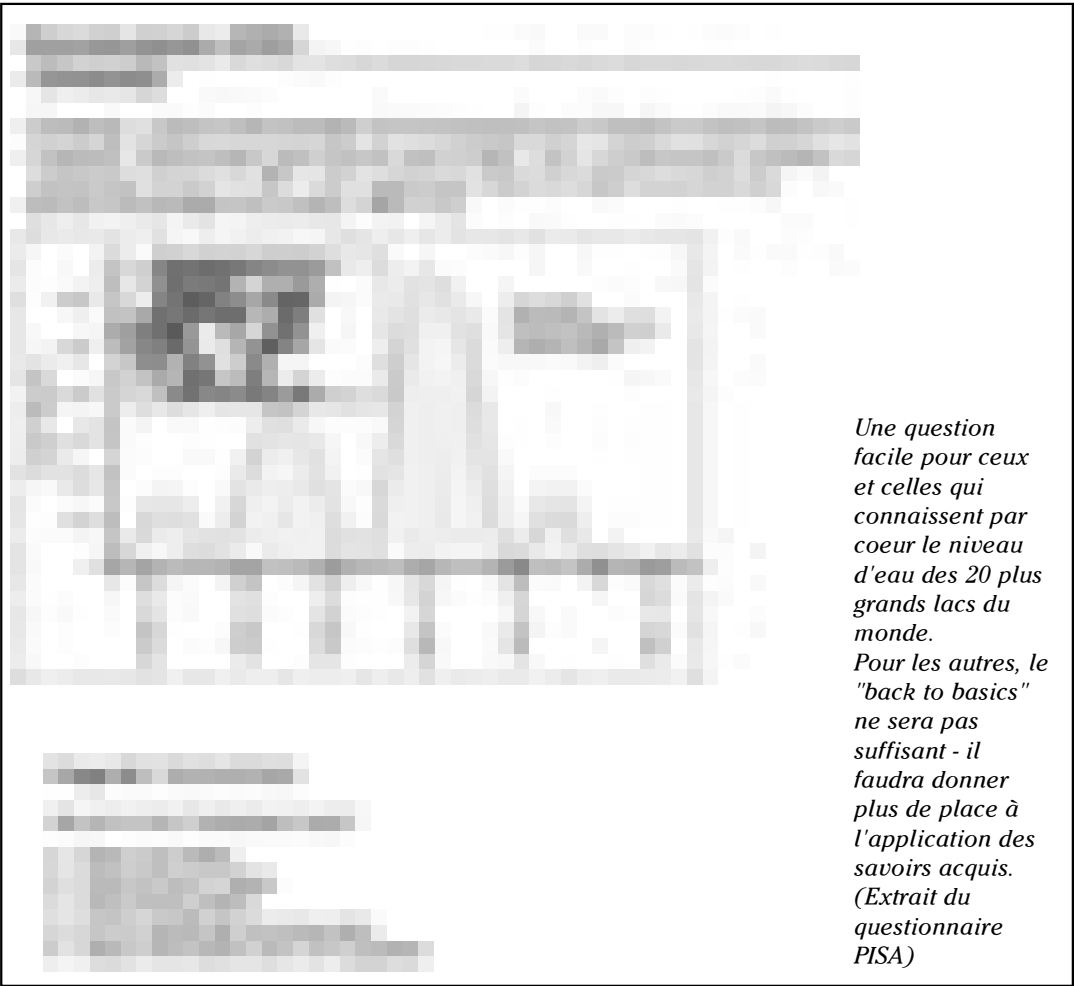


ETUDE PISA

# Tirer les bonnes leçons



Une question facile pour ceux et celles qui connaissent par coeur le niveau d'eau des 20 plus grands lacs du monde. Pour les autres, le "back to basics" ne sera pas suffisant - il faudra donner plus de place à l'application des savoirs acquis. (Extrait du questionnaire PISA)

Au lieu d'un retour en arrière en matière de politique scolaire, Guy Foetz et Ally Leytem réclament des réformes courageuses, en relativisant toutefois certains résultats de l'étude PISA.

Sous forum.woxx.lu vous pouvez participer aux discussions sur l'étude PISA et consulter la présente contribution dans sa version intégrale.



La publication des résultats de l'étude PISA a donné lieu au cours des dernières semaines à des prises de position très diverses, chacun-e interprétant les données à sa façon et voyant ses vues confirmées. Rien d'étonnant donc que les différents auteurs arrivent à des conclusions fort divergentes, les un-e-s y percevant le résultat des réformes "modernistes" des vingt dernières années et exigeant par conséquent un "retour aux bases" de l'enseignement, les autres mettant au pilori le manque d'équipement et de personnel et revendiquant une réforme radicale des contenus et des méthodes d'enseignement. Nous admettons volontiers que nous penchons plutôt du côté des seconds, tout en ajoutant que rien n'est simple, qu'il faut relativiser les résultats et agencer convenablement les réformes!

Mais ne bousculons rien et commençons par mettre en

évidence deux contre-performances particulièrement marquantes pour notre pays:

- seuls 1,7% des élèves luxembourgeois-es ont réussi à atteindre le niveau de compétences le plus élevé (moyenne OCDE: 10%) (...);
- dans aucun autre pays, l'influence de la situation socio-économique n'est aussi marquée (...)

On peut certes trouver des explications à ces mauvais résultats et certaines ont d'ailleurs été avancées par la ministre de l'éducation nationale elle-même.

## Situation linguistique et carences d'organisation

Ils ont d'abord à voir avec la situation linguistique de notre pays, cela d'autant plus que l'étude PISA 2000 mettait l'accent sur les facultés de compréhension de textes, alors que même dans le domaine des mathématiques les exercices exigeaient des capacités de langue plus élevées que ce n'est d'habitude de cas dans nos cours de maths. (...)

Le fort pourcentage d'élèves à langue maternelle non luxembourgeoise renforce encore ces difficultés, l'étude montrant que ces élèves ont en moyenne des résultats plus faibles. La scolarisation dans deux langues étrangères paraît dépasser les capacités de plus en plus d'enfants et la multilinguïcité, longtemps présentée comme un atout essentiel de notre système scolaire, est en train de se retourner contre lui. (...)

Finalement, alors que rien ne permet de douter de la rigueur de l'échantillonnage dans les autres pays participants (où contrairement au Luxembourg, tous les élèves

de 15 ans n'ont pas été testés), il semble que les tests n'ont pas été conduits chez nous avec le sérieux nécessaire (...)

Certaines particularités inhérentes à la situation linguistique et à l'organisation du test au Luxembourg fournissent donc une part d'explication, mais qui n'est pas suffisante.

## Une pédagogie utilitariste

Passant en revue les questions du test PISA, on constate que l'accent est mis sur le savoir-faire et les techniques d'analyse, alors que notre enseignement demeure axé sur le savoir et la culture générale. Rien d'étonnant donc que dans le peloton de tête figurent les pays qui depuis pas mal d'années ont adopté un enseignement basé sur la pédagogie des compétences.

Or cette pédagogie n'est pas neutre: elle provient du monde des entreprises, où il s'agit d'instrumentaliser les habilités de la main-d'oeuvre, répondant au mot d'ordre de flexibilisation du monde du travail! D'ailleurs faut-il rappeler que l'OCDE, qui a lancé le programme PISA, constitue un des fers de lance du néolibéralisme? La logique de l'étude PISA reflète donc bien les préoccupations et les attentes du monde économique, qui ne prend guère en considération d'autres critères non économiques de l'enseignement, comme la faculté de former des citoyens/nés émancipé/es.

Ces objections tendent à affirmer qu'il y a un monde de l'enseignement et du savoir digne d'intérêt en dehors de celui testé par l'étude PISA et que les capacités de nos élèves ont été tronquées dans le test!

Ceci dit, il faut reconnaître que la motivation de la plupart des élèves passe par l'application du savoir, le "cela-sert-à" et que notre enseignement pêche certainement par une fixation sur l'accumulation de savoirs factuels et de règles - grammaticales et autres -, sortis de leur contexte pratique. (...)

## Modestie et prudence

Les résultats décevants pour le Luxembourg ont du moins le mérite de nous inciter à une certaine modestie face à d'autres pays. Ils devraient nous pousser à une plus grande ouverture d'esprit aux rénovations pédagogiques qui y sont entreprises et à ne pas nous crispier dans une attitude défensive du genre "Nous sommes quandmême les meilleurs!". Ils pourront même provoquer un choc salutaire, si nous résistons à la fois à la tentation de sombrer dans la morosité ou de rejeter les conclusions de l'étude en bloc.

Entendons-nous bien dès le

départ: le fameux "back to basics", en d'autres termes, le "retour aux apprentissages premiers et à la rigueur" ne peut à notre avis tenir lieu de remède miracle universel et n'a par surcroît rien à voir avec les compétences visées dans le test sous revue. Nous ne contestons évidemment pas que lire, écrire et calculer forment la base de tout enseignement et que les élèves doivent fournir des efforts pour pouvoir progresser. Pourtant, l'analphabétisme primaire ou technique est la plupart du temps à mettre en relation avec la situation sociale défavorisée de familles ou de couches sociales entières et la lutte contre ce fléau passe nécessairement par une amélioration des conditions de vie de ces personnes et par un encadrement scolaire approprié de leurs enfants. Malheureusement, un tel encadrement fait cruellement défaut dans l'enseignement luxembourgeois! (...)

## Des propositions existent

Ceci dit, nous sommes convaincus qu'il faudra repenser notre système scolaire aussi bien au niveau des contenus qu'au niveau des méthodes d'enseignement et d'apprentissage. Les programmes scolaires doivent être sérieusement élagués pour donner plus de champ à l'application et au savoir-faire. D'autre part, c'est toute la relation entre l'élève et "son" école et le rôle de l'enseignant-e dans le système qui méritent réflexion! Il ne faut d'ailleurs nullement commencer à zéro; nombre de propositions ont été faites au cours des dix dernières années, plaçant pour:

- un allègement des programmes et le retour à l'essentiel et au sens de ce qu'on apprend;
- une réforme fondamentale de l'enseignement des langues;
- l'interdisciplinarité et la concertation entre les enseignant-e-s;
- la fin du "tout-magistral" et le recours à une pédagogie participative;
- une place réservée au travail en groupe, à l'approfondissement, à la recherche et à la créativité, permettant aux élèves de s'affirmer et de construire leur personnalité au lieu de subir et de rester passifs;
- une meilleure disponibilité des enseignants et la mise en place de la journée continue;
- l'écoute et l'appui personnalisé des élèves;
- une meilleure liaison avec l'environnement de l'école et la vie de tous les jours;
- des contacts réguliers entre les parents et les enseignant-e-s;
- la formation continue des enseignant-e-s, obligatoire et intégrée dans la tâche;

pour ne citer que celles-là. Malheureusement, ces propositions sont pour la plupart restées lettre morte et au cas

où elles ont eu la chance d'accéder à l'état de projet (d'établissement), elles n'ont guère dépassé le cercle des initié-e-s directement impliqué-e-s dans celui-ci. Même les acquis de projets de plus grande envergure, comme PROF ou PROOF n'ont pas suffisamment été analysés ni généralisés. Si notre système éducatif est malade, il ne l'est pas à cause d'une "réformite" exagérée comme le laissent entendre des milieux conservateurs, mais parce que les réformes, au lieu d'être poussées au bout de leur logique, se sont arrêtées en cours de route, laissant une impression de flou et de contradiction. On touche ici à un problème fondamental de l'école publique luxembourgeoise: l'absence de prise en charge institutionnelle et d'évaluation des réformes sous la direction du Ministère de l'Education nationale. Cette administration éprouve de grandes difficultés à mettre en oeuvre et à faire assumer par l'ensemble du personnel enseignant des réformes majeures. Faute d'évaluation, faute de politique de formation continue des enseignant-e-s et faute de poigne politique visant à faire appliquer les acquis, on reste confiné au niveau de l'amateurisme, qui finit par décourager même les derniers imperturbables.

## Besoins en personnel et en matériel

Le manque de personnel qualifié et le manque d'infrastructures, causés par la politique d'austérité irresponsable des quatre gouvernements précédents figurent certainement aussi parmi les facteurs d'explication majeurs des mauvais résultats du Luxembourg dans l'étude PISA. Il va sans dire qu'il faudra au cours de la prochaine décennie recruter massivement, construire de nouveaux lycées, équiper les établissements existants en salles d'études et de réunion et promouvoir la cogestion. Parmi ces exigences, le recrutement constituera sans doute le problème majeur.

Pour terminer, relevons un des rares apports positifs en matière de politique scolaire des dernières années: c'est la création d'un poste d'assistant-e social-e dans chaque lycée et lycée technique et d'un poste d'éducateur-trice gradué-e dans chaque lycée technique organisant des classes du régime préparatoire de l'EST. Ainsi, un début de suivi des élèves en difficultés peut enfin être entamé par les SPOS.

Guy Foetz , Ally Leytem